

## CONTREPOINT

# La délicate communication financière

L'ADF communique beaucoup sur le financement des allocations de solidarité. Une arme à manier avec prudence...

En préambule des assises de l'Afigese début octobre, Muriel Michel-Clupot et Serge Rouot, deux chercheurs en gestion locale à l'université de Lorraine, analysaient le positionnement de la communication politique des élus par rapport à la communication financière. L'exemple de la communication de l'Association des départements de France (ADF) sur les dépenses de solidarité de ses membres est, à ce titre, intéressant.

### Le RSA en question

Le risque du déséquilibre du financement des allocations individuelles de solidarité (AIS) par les départements est aujourd'hui avéré et insoutenable, compte tenu d'une croissance économique quasi nulle couplée à un chômage de masse. Cette dégradation financière des départements est désormais utilisée comme un outil de communication politique par la nouvelle majorité départementale, pourtant issue de celle qui a mis en œuvre la décentralisation du RSA. « Nous sommes condamnés », dramatise François Goulard (LR), président du département du Morbihan. De son

**65,7%**

C'est le taux de couverture du coût du RSA par l'Etat en 2014, contre 90,4% en 2009.

Source: Odas.



côté, Jean-René Lecerf (LR), nouveau président départemental du Nord, communique sur sa décision d'obliger les bénéficiaires du RSA à participer à un dispositif d'accompagnement. Or, le RSA prévoit déjà un contrat d'engagement du bénéficiaire mais nécessite un suivi que les services sociaux sont incapables d'assurer, à moins d'embaucher plus de personnel. Le président du conseil départemental de l'Oise, Edouard Courtial (LR), et l'ancien du Loiret, Eric Doligé (LR), ont déposé une proposition de loi pour ren-

forcer le contrôle des allocataires. Elle s'inspire des préoccupations de leur collègue Jean-René Lecerf, sur la lutte contre l'assistanat. Les deux parlementaires justifient leur démarche par des motivations strictement financières, avant d'avouer qu'il s'agit aussi d'une question de « principe », pour finir sur la toujours très hasardeuse évocation de gens du voyage qui se paient des voitures neuves avec le RSA. Le débat sur le déséquilibre financier du RSA mérite mieux que ce genre de communication politique. *Cédric Néau*

### À SAVOIR

#### Les fonds européens utiles dans la crise des réfugiés

Pour les aider à gérer l'accueil et l'intégration des migrants, les collectivités territoriales peuvent se servir des fonds structurels. La commissaire à la Politique régionale, la roumaine Corina Cretu, a répondu qu'elle était prête, le cas échéant, à « faire preuve de flexibilité » pour adapter les programmes cofinancés par les fonds structurels de l'UE. Une requête qui doit passer par l'Etat.

### À LIRE

#### La partie « recettes » du budget 2016 adoptée

Les députés ont adopté, mardi 20 octobre 2015, par 277 voix contre 247, la première partie du projet de loi de finances pour l'année 2016. Le principal enseignement à retenir est que la nouvelle baisse des dotations aux collectivités locales sera, en 2016, de 9,6%, à 33,11 milliards d'euros.

<http://goo.gl/3hXazy>



### RETROUVEZ CETTE SEMAINE...

Les engagements hors bilan  
En ligne cette semaine, une fiche didactique sur ce qu'il faut savoir en matière d'engagement hors bilan. Transparence et fiabilité, périmètre, règles de comptabilisation et de valorisation financière. Les enjeux des engagements hors bilan sont multiples pour les collectivités territoriales.

[www.lagazette.fr/413664](http://www.lagazette.fr/413664)